

9 août 1989, Québec

Conférence de presse à la suite du déclenchement des élections de septembre 1989

M. Bourassa: Messieurs, je vous ai convoqués pour vous faire part de ma décision de demander au Lieutenant-gouverneur de dissoudre l'Assemblée nationale, afin de permettre la tenue d'élections, le 25 septembre prochain. Ce qui était prévisible est maintenant chose faite. En effet, à toutes fins utiles et selon la tradition politique québécoise, nous avons complété le mandat de quatre ans que nous avons obtenu de la population à l'automne 1985.

Le temps est donc venu de faire un bilan. Aujourd'hui, je n'ai pas l'intention de le commenter en détail. Cependant, à la lecture du texte qui vous a été remis, vous allez certainement constater que le gouvernement n'a pas chômé depuis quatre ans, particulièrement dans les domaines économique et financier où nous avons obtenu de très grands résultats, ce qui nous a permis de consolider nos acquis sociaux et culturels.

À l'aube de l'an 2000, le Québec est mieux équipé que jamais pour relever les défis les plus exigeants dans le domaine de la démographie, de l'économie, de l'éducation et de l'environnement.

Je ne peux conclure sans remercier très chaleureusement toute l'équipe libérale, les membres de mon caucus et du Conseil des ministres, ainsi que tous les employés de l'État qui ont contribué à améliorer la qualité de cette gestion. Si le Parti libéral est, sans le moindre doute, la meilleure équipe pour préparer l'avenir du Québec, c'est grâce au travail de tous mes collaborateurs. Nous avons maintenant une équipe exceptionnelle de candidats qui se présentent devant la population du Québec et qui sont déterminés à continuer à travailler avec le même acharnement, non en paroles mais en actions, pour assurer l'avenir du Québec. Je vous remercie.

M. Descôteaux : Période de questions. Tout d'abord, André Jobin de TVA.

M. Jobin: M. Bourassa, j'aurais deux questions: Tout d'abord, qu'est-ce qui vous a motivé à choisir le 25 septembre plutôt que le 2, le 10 ou le 16 octobre?

M. Bourassa: J'avais le choix entre le 25 septembre ou le 2 octobre. Je n'avais pas l'intention de faire l'élection tard dans l'automne, étant donné les élections municipales. Je voulais également que le gouvernement soit élu pour compléter notamment le dossier des négociations collectives. C'est vrai que nous avons plusieurs ententes dans le domaine des garderies, avec la FTQ, avec les professionnels, avec la CSD. Il reste encore plusieurs ententes à conclure. Donc, ayant été élus, je le présume, avec l'appui de la très grande majorité du peuple du Québec, j'ai confiance, nous serons en position à ce moment-là de compléter ces négociations pour respecter l'échéancier de la fin de l'année. En 1986, nous avons conclu des ententes quelques jours avant Noël. Nous espérons vivement que, cette fois-ci, nous pourrions également conclure toutes les ententes, sans affrontement majeur, au cours de l'automne.

M. Jobin: M. Bourassa, ma deuxième question: Au moment où vous déclenchez les élections générales, la population de Saint-Basile s'inquiète devant le refus systématique de la part de la Grande-Bretagne à recevoir les BPC. Aujourd'hui, au moment où vous déclenchez des élections, êtes-vous en mesure de rassurer la population de Saint-Basile?

M. Bourassa: Oui.

M. Jobin: Et comment?

M. Bourassa: Dans toute cette question, il ne faut pas oublier le déroulement des événements. Il y a environ un an, lorsqu'il y a eu l'incendie de Saint-Basile, on envisageait les scénarios les plus apocalyptiques, les plus sombres, avec des blessés, des victimes, à court et à moyen terme. Le gouvernement, à ce moment, n'a rien ménagé pour protéger la santé publique. Un coup du hasard nous a placés dans un dossier très difficile. Nous avons dû rapidement faire face à une situation très exigeante. On voit, après un an, que les conséquences sont quand même beaucoup moins graves que celles qui auraient pu survenir. Encore une fois, rien n'a été négligé pour protéger la population. Donc, c'est, je pense, l'aspect principal.

Il y a le problème de la relocalisation des BPC. Nous devons chercher une solution à court terme. Le gouvernement travaille actuellement; une commission d'enquête a été nommée. Il y a un groupe de travail, présidé par M. Charbonneau, pour faire face à cette situation, à moyen terme ou à long terme. Mais nous avons un problème immédiat, à court terme, qui n'est pas facile et auquel il faut trouver une solution.

Dans le cas des BPC de Saint-Basile, on m'informe que les garanties ont été obtenues par l'entreprise et qu'ils seront acceptés. Ceux qu'on retourne aujourd'hui ne sont pas des BPC de Saint-Basile, ils sont d'une autre entreprise. Mais les garanties auraient été obtenues par l'entreprise, de pouvoir débarquer ces BPC dans un port britannique. Dans ce sens évidemment, à court terme, à tout le moins, si la situation se maintient comme elle est aujourd'hui, on peut penser que ce problème très particulier et qui ne s'applique qu'à ce cas – parce qu'il faudra une solution d'ensemble – semble vraisemblablement réglé. Mais il faudra être très vigilant.

M. Descôteaux: M. Denis Lessard, de La Presse.

M. Lessard: En 1985, vous aviez aussi des engagements quant à l'environnement, qui se dessine comme un thème important de la future campagne. Or, le commissaire aux incendies, M. Delage, témoigne de l'incurie qui a perduré pendant trois ans au ministère de l'Environnement. Quelle crédibilité croyez-vous que les électeurs accorderont à vos nouvelles promesses sur la question de l'environnement?

M. Bourbeau: M. Lessard, vous devriez lire le rapport attentivement. L'incurie dure depuis 10, 15, 20, 30 ans. La négligence – laissez-moi terminer – des sociétés occidentales vis-à-vis des problèmes environnementaux n'est pas particulière à quelques années d'un gouvernement du Québec. Tous les jours, il y a des accidents écologiques dans toutes les régions du monde. Cela s'explique par un siècle d'inconscience, d'indifférence et de négligence qu'il faut maintenant rattraper en quelques années. C'est le cas du Québec comme des autres

sociétés, des autres gouvernements. Je ne crois pas que, vis-à-vis de cette question, le gouvernement du Québec soit dans une moins bonne position que ne le sont d'autres gouvernements ou, surtout, nos adversaires politiques qui, de 1976 à 1985, ne se sont pas montrés exemplaires pour faire face à cette situation et je vous réfère au rapport Delage.

M. Descôteaux : Gilles Morin, de Radio-Canada.

M. Morin: M. le premier ministre, toujours sur la question des BPC, je ne voudrais pas vous contredire ou contredire les informations que vous avez, sauf que selon des informations qui nous sont parvenues ce midi, concernant spécifiquement les BPC de Saint-Basile, les autorités portuaires de Uverpool refusent que ces cargaisons soient débarquées dans leur port. Cela devient une situation un peu ridicule. On a déjà vu des cas semblables où un bateau a presque fait le tour des mers avec une cargaison de produits dangereux. Y a-t-il lieu pour le gouvernement du Québec de prendre les actions qu'il n'a pas encore osé prendre jusqu'ici, peut-être même concernant l'usine de Senneterre?

M. Bourassa: Peut-être que nos informations sont contradictoires, mais avant de venir vous rencontrer, J'ai vérifié et on m'a dit que l'entreprise avait obtenu les garanties de pouvoir débarquer les BPC dans un port britannique. On verra si c'est confirmé ou non et nous aviserons à ce moment. Pour l'instant, ces garanties paraissent exister pour l'entreprise en cause. Vous aurez l'occasion, tous les jours, de me poser des questions sur l'évolution du dossier. Tout ce que je voulais vous signaler, c'est que le cas des BPC de Saint-Basile est un cas très particulier, spécifique, auquel le gouvernement a dû faire face et auquel, je crois, il l'a quand même fait avec suffisamment d'efficacité, puisque, après un an, on est incapables de souligner un cas sur le plan de la santé publique où, sérieusement, il y aurait eu des victimes. C'est vrai que cela a coûté des sous. Mais le gouvernement n'a pas voulu lésiner dans la mesure où la santé publique était en cause. On devrait admettre dans cette question des BPC de Saint-Basile les efforts faits par le gouvernement pour protéger la population. Ce n'est quand même pas le gouvernement qui a allumé le feu.

M. Descôteaux : Normand Rhéaume, TVA.

M. Rhéaume: Une sous-question sur l'environnement, M. le premier ministre, et une vraie question sur l'occurrence du déclenchement des élections. La sous-question est la suivante: Vous dites que vous ne pouvez être tenu responsable de l'indifférence en matière d'environnement depuis le début du siècle. Fort bien) Cependant, en 1989, n'est-ce pas le rôle d'un gouvernement de s'assurer que ces déchets dangereux soient détruits chez lui à partir d'une technologie efficace plutôt que les exporter ailleurs simplement, dans des endroits où les gens ont à subir ces déversements ou ces cargaisons qu'ils n'aiment pas? Est-ce que vous aurez le leadership d'établir clairement une façon efficace et économique de détruire, chez nous, les produits dangereux que nous avons produits à l'intérieur de notre économie?

M. Bourassa: Nous aurons le leadership nécessaire pour régler le problème. Nous devons faire face, au Québec comme partout ailleurs, à un rattrapage vis-à-vis une situation extrêmement difficile. Nous avons posé plusieurs gestes bien concrets. Nous avons augmenté les budgets, formé une commission, un groupe de travail pour que la population puisse être impliquée. Si on avait pris des décisions sans consulter la population, peut-être

que vous auriez dit: Vous procédez d'une façon dictatoriale, antidémocratique, vous imposez votre volonté sans tenir compte de la volonté populaire.

La tâche des gouvernements démocratiques est de rechercher l'équilibre entre la volonté de la population et la solution efficace aux problèmes. C'est clair qu'au cours des prochaines décennies, nous devons constamment faire face à ces questions de l'environnement, ici comme ailleurs. C'est pourquoi le gouvernement du Québec, dans le rôle constitutionnel assez limité qui lui est dévolu, n'a pas hésité, sur le plan international, que ce soit à Dakar ou à Montebello. C'est le gouvernement du Québec, à un forum international de pays indépendants à Dakar, qui a pris l'initiative d'une recherche commune entre les pays du Commonwealth et les pays francophones. Vous savez tous que cette question de l'environnement n'est pas un problème local, c'est un problème universel. Nous ne pouvons pas arriver avec des solutions particulières. Il faut que nous nous entendions entre nous. C'est nous, comme province, qui avons réussi à faire accepter, par 40 pays francophones, une solution favorisant une recherche commune pour l'environnement.

À Montebello, J'avais proposé une conférence principalement sur les questions de l'environnement, avec les gouverneurs de la Nouvelle-Angleterre et les premiers ministres du Canada, de manière à avoir des solutions communes. J'ai proposé que, par exemple, dans le cas des émissions des véhicules automobiles, les normes californiennes soient appliquées à l'ensemble du Canada pour réduire l'oxyde d'azote et protéger la couche d'ozone. Nous ne nous sommes pas contentés de proposer des conférences qui suivent d'autres conférences ou des colloques. Nous avons proposé des mesures concrètes à nos partenaires américains. Dans quelques jours, à Québec, nous avons invité des gouverneurs américains représentant l'ensemble des gouverneurs des États-Unis, encore là pour en arriver à des solutions communes. On ne pourra pas régler le problème de l'environnement si on ne le fait pas d'une façon universelle. Autrement, vous aurez la surenchère entre les pays ou les provinces qui empêchera l'application de politiques réalistes. Alors, on a fait des gestes concrets. On va continuer d'en faire. Mais ce que je veux vous ainsi qu'à la population, c'est qu'on ne peut pas rattraper en quelques mois ou quelques années un siècle de négligence, d'indifférence et d'inconscience.

M. Rhéaume: Le discours est vraiment prêt. Vous y allez.

M. Bourassa: Vous voulez que je réponde à vos questions oui ou non? Sinon...

M. Rhéaume: Oui, très bien. Ma question, M. Bourassa, est la suivante: vous décidez de déclencher l'élection en plein milieu de l'été. À quelques jours près, nous sommes en plein cœur de l'été. Est-ce à dire que vous n'envisagez pas de débat très – pas sérieux – mais pas dramatique? Il y a encore beaucoup de gens qui sont en vacances et, en fin de compte, on va avoir quasiment une demi-campagne électorale puisque les gens sont encore en période estivale.

M. Bourassa: Vous savez, M. Rhéaume, au début des années soixante-dix alors que vous étiez peut-être à parfaire votre formation de journaliste, le délai était...

M. Rhéaume: ...de politicien.

M. Bourassa: J'étais à ce moment-là déjà premier ministre comme vous le savez.

Des voix : Ha, ha, ha !

M. Rhéaume: Vous êtes revenu...

M. Bourassa: Bien, il fallait que je parte pour mieux revenir.

M. Rhéaume: ...mieux formé.

M. Bourassa : Au milieu des années soixante-dix, le délai était de 28 jours. On a prolongé le délai, il est de 47 jours. On a évité des recensements qui coûtaient 10 000 000 \$ par année. On a voulu épargner aux contribuables des millions et des millions en faisant des recensements quand il n'y aurait pas d'élection. Le prix en est d'avoir un délai de 47 jours.

Il faut quand même admettre également que les plafonds... Il n'y a pas eu indexation des dépenses. Donc, on a un délai plus court avec, en termes réels, des dépenses allouables moins élevées. Cela limite les activités pour les partis. Il y a d'autres raisons peut-être plus pertinentes.

M. Rhéaume: Allez-y. C'est ça que je veux savoir.

M. Bourassa: Le fait qu'il y ait des élections municipales dans plusieurs villes importantes du Québec au début de novembre. Je ne crois pas qu'il aurait été démocratiquement souhaitable qu'on ait en même temps des campagnes électorales municipales à Québec ou à Laval et sur la scène provinciale. Il y a aussi la raison que je vous ai mentionnée tantôt qui vous a peut-être échappée. Cela va nous être permis durant les mois d'octobre, novembre et décembre de compléter une négociation et permettra également, comme gouvernement, de préparer la conférence du début de novembre, la conférence fédérale-provinciale sur l'économie. Finalement, au mois de septembre, il restera un bon mois d'activités pour la campagne électorale en pleine vapeur, si vous voulez, à peu près le délai qui existe en Angleterre, en France et dans tous les autres pays civilisés.

M. Descôteaux : M. Normand Girard, du Journal de Montréal et du Journal de Québec.

M. Girard: M. le premier ministre, j'aurais quelques questions si vous ne voyez pas d'objection en matière économique.

M. Bourassa: Évidemment pas.

M. Girard: Je sais que vous êtes difficile à prendre là-dessus, mais quand même il y a des sujets très importants comme par exemple la divulgation des modalités sur la taxe de vente de 9 % par M. Wilson, hier. Est-ce que vous avez l'intention pour dépolluer l'environnement fiscal que M. Wilson vient polluer avec sa taxe de 9 %, d'abolir votre propre taxe de vente de 9 %? Autrement, les Québécois vont être tout simplement égorgés.

M. Bourassa: Je vais prendre connaissance d'un dossier de quelque 150 pages techniques. La taxe ne sera pas applicable avant le 1er janvier 1991. Pour défendre les intérêts fiscaux du Québec, on a une bonne crédibilité. On a réduit les impôts de 1 500 000 000 \$ depuis deux

ans. Je suis convaincu qu'actuellement parmi les contribuables qui m'écoutent, plusieurs ont reçu des chèques de remboursement, qui, en partie, étaient liés aux réductions d'impôt que nous avons établies. Donc, nous avons notre crédibilité sur le plan fiscal.

Il y aura une conférence fédérale-provinciale au mois de novembre. Dans une dizaine de jours, il y aura une conférence interprovinciale où nous pourrions discuter de cette question avec mes collègues. M. Gérard D. Levesque, dont vous connaissez la compétence et l'expérience dans le domaine des finances, a fait valoir hier son point de vue sur cette approche unilatérale dans un secteur tellement important pour l'avenir du Québec et qui n'est pas acceptable. Nous avons tout de même plusieurs mois pour faire des représentations, pour faire valoir les intérêts du Québec. C'est ce que nous ferons avec la plus grande fermeté de manière à ce que le résultat final soit conforme aux intérêts du Québec.

M. Gérard: M. le premier ministre, je veux bien croire que vous allez faire des représentations, cependant, vous savez mieux que moi que le ministre des Finances actuel, dont vous vantez la compétence et le mérite, a fait des représentations, avec les autres provinces canadiennes, auprès du ministre canadien des Finances pendant de nombreux mois, sans aucun succès, jusqu'à ce que le gouvernement fédéral décide unilatéralement, sans aucun avertissement, de mettre fin aux discussions et d'annoncer qu'il allait de l'avant avec son projet de taxe de vente. Comment pouvez-vous encore croire en la vertu de représentations qui pourraient se révéler positives à cet égard quand le gouvernement fédéral est, à toutes fins utiles, en faillite?

M. Bourassa: Il y a un problème de déficit pour le gouvernement fédéral – personne ne le conteste – quand un tiers de ses revenus est affecté au service de la dette. Cela dit, du côté des provinces, nous ne voulons pas – je pense bien avoir l'appui de la majorité des provinces à cet égard – que le gouvernement fédéral règle le problème de son déficit sur le dos des provinces, c'est-à-dire qu'il occupe l'espace fiscal qui nous est disponible et, en même temps, qu'il nous refile des dépenses. Je ne crois pas que cela serait un fédéralisme acceptable pour le Québec qu'on dise aux provinces: Vous allez assumer davantage de dépenses et, en même temps, nous allons occuper des champs fiscaux de manière à réduire votre déficit et à augmenter le nôtre. C'est une situation qui, au plan de la logique politique et économique, n'est pas acceptable. Avec l'appui des autres provinces, nous pourrions faire valoir ces arguments auprès du gouvernement fédéral.

Je termine en vous disant que la loi ne commencera pas à être appliquée avant 17 mois. Plusieurs conférences et des comités techniques doivent en discuter. Mais vous pouvez compter sur la province dans des dossiers aussi majeurs – on aura l'occasion d'en reparler durant la campagne électorale – pour la structure économique et socio-économique du Québec lui-même, pour être extrêmement vigilante.

M. Girard: Le chef du Parti québécois, M. Jacques Parizeau, a déjà commencé à accuser le gouvernement que vous dirigez pour ce qui lui est fait comme situation fiscale par le gouvernement fédéral. Que répondez-vous à M. Parizeau qui dit que c'est tout simplement dû à votre laisser-aller et à l'incompétence de votre gouvernement?

M. Bourassa: Vous me permettrez peut-être, M. Girard, de lui souhaiter un bon anniversaire puisque c'est aujourd'hui son anniversaire. Il faut quand même, à l'occasion, être au-dessus de la politique partisane.

Pour ce qui a trait aux reproches de M. Parizeau, comme vous le savez, en démocratie, l'Opposition peut difficilement faire l'éloge du gouvernement en place. Cela fait partie des traditions. Nous ferions des miracles et elle trouverait le moyen de nous critiquer. Je comprends M. Parizeau, mais je ne suis pas d'accord avec lui.

M. Descôteaux: M. Samson, du journal La Soleil.

M. Samson: M. Bourassa, on nous a remis un bilan très glorifiant de votre mandat, mais vous êtes demeuré totalement muet sur ce que seraient vos priorités d'actions au cours d'un second mandat. Je comprends qu'il y aura des engagements de pris mais pourriez-vous préciser en quoi ces priorités différeront de celles de 1985? On a un peu l'impression que vous dites aux Québécois: Laissez-moi continuer mon oeuvre. Plus précisément, je voudrais savoir: qu'advient-il après l'échec de l'accord du lac Meech? Quelle attitude entendez-vous proposer ou adopter? C'est une des décisions les plus importantes que vous aurez à prendre au cours du prochain mandat.

M. Bourassa: Notre slogan n'est pas « Laissez-moi continuer mon oeuvre », même si c'était le slogan de M. Duplessis durant cinq victoires successives. Nous voulons dire à la population que nous avons fait nos preuves de façon quand même assez concrète dans plusieurs secteurs. Nous avons renversé la situation financière du Québec, c'est important de le mentionner: réduire le déficit de moitié, cesser de faire porter aux jeunes générations les déficits accumulés, même chose sur le plan économique. Mais je dois vous dire que la rencontre d'aujourd'hui n'est pas pour faire part du programme en détails que nous allons présenter à la population. On a 47 jours pour faire part à différentes étapes de nos objectifs. Je parle dans le texte de certaines priorités évidentes comme l'environnement, la démographie, l'éducation, l'économie qui sont des priorités pour lesquelles nous allons soumettre des propositions concrètes. Je remarquais aujourd'hui, et c'est quand même assez encourageant, que par exemple il commence à y avoir une remontée de la démographie au Québec. On a fait des gorges chaudes avec le budget de M. Levesque, en mai 1988, et on s'aperçoit qu'il y a une remontée de 5 %. Donc, le gouvernement n'agit pas en vain. Nous avons l'intention de continuer à faire des propositions très précises et très concrètes sur ces priorités qui sont les priorités du 20^e siècle ou de la prochaine décennie. Mais je ne pouvais pas aujourd'hui, alors que je vous rencontre pour annoncer des élections générales le 25 septembre prochain, donner tout le programme du parti. Nous aurons plusieurs semaines pour le faire.

Le lac Meech. Huit provinces ont déjà accepté l'accord du lac Meech, deux provinces sont récalcitrantes. Il reste encore une dizaine de mois. Nous n'avons pas encore les rapports des audiences publiques du Nouveau-Brunswick et du Manitoba. Elles ne sont pas encore connues. Alors il serait prématuré, pour ma part, d'élaborer des scénarios en cas d'échec du lac Meech. J'espère encore que le sens commun dans ce pays, que la volonté de vivre ensemble au Canada, fasse réaliser aux deux provinces qui s'opposent que c'est leur intérêt de ratifier ces demandes responsables, minimales et raisonnables du Québec. Et je ne vois

pas pourquoi il serait nécessaire, dans cette perspective, d'énoncer des hypothèses ou des actions en cas de rejet.

M. Samson: Excluez-vous totalement, à ce moment ci, une réouverture des négociations? Pouvez-vous affirmer catégoriquement aux Québécois que vous n'entendez pas rouvrir les négociations et faire quelque concession que soit?

M. Bourassa: Les demandes faites par le Québec sont minimales. Je pourrais prendre quelques minutes – mais je suppose que vous avez d'autres questions – et les passer une à une. Je ne suis pas le seul à le dire: des hommes politiques d'autres provinces l'ont dit. Les plus grands fonctionnaires qui n'ont jamais servi l'État canadien, les plus prestigieux, comme Gordon Robinson, ont dit que l'accord du lac Meech était presque un miracle politique et que, si on voulait le rouvrir, on risquait de le détruire. Alors, je ne vois pas en quoi je pourrais accepter de renégocier. Je suis capable de défendre toutes et chacune des demandes, sur le plan de l'intérêt du Québec comme sur le plan de l'intérêt canadien.

M. Descôteaux : M. André Jobin, TVA.

M. Jobin: Justement, au sujet du dossier du lac Meech, M. Bourassa, qu'est-ce que vous allez expliquer à la population québécoise, advenant un échec du lac Meech?

M. Bourassa: Je viens de répondre à M. Samson, M. Jobin... M. Jobin: Oui, mais qu'est-ce que...

M. Bourassa: ...que ma priorité actuellement – et mettez-vous à ma place, vous allez me comprendre – c'est de me faire élire le 25 septembre. Toutes vos questions sont dans le sens d'une réélection facile, mais rien n'est jamais facile dans une élection. Il faut être prudent, modeste. Il ne faut pas penser que, parce que durant une période de temps il y a des avances dans les sondages, ceci ne peut pas se renverser. Durant l'élection fédérale, les gouvernements changeaient selon les semaines. Ma priorité actuelle, c'est de gagner les prochaines élections avec une majorité confortable, avec un mandat qui me permette d'avoir encore la crédibilité pour ratifier l'accord du lac Meech et d'attirer des investissements au Québec en disant aux investisseurs: Vous n'aurez pas un gouvernement qui va faire un référendum par mois. Vous avez un gouvernement qui est pour la stabilité politique et intéressé à attirer des investissements.

M. Jobin: M. Bourassa, vous anticipez une élection difficile. Qu'allez-vous faire pour convaincre les Québécois, par exemple, du phénomène actuel qui veut que l'économie se porte bien, mais qu'il y ait un taux de chômage toujours très élevé au Québec?

M. Bourassa: Je vais répondre à cette question, M. Jobin. Nous nous étions engagés à avoir au Québec un taux de croissance de 4 % par année. Nous avons obtenu au Québec un taux de croissance réel supérieur à 4 %, l'un des plus élevés du monde, plus élevé que la moyenne canadienne, plus élevé que dans les pays de l'OCDE, plus élevé que dans beaucoup de pays asiatiques.

Nous nous étions engagés à avoir un taux d'investissement équivalant à 20 % de l'activité économique. Quand vous avez un taux d'investissement de 20 % de l'activité économique,

c'est très sain, cela veut dire que vous modernisez votre économie. Nous avons maintenant un taux de 19,7 %. Nous nous étions engagés à créer 80000 nouveaux emplois. Nous l'avons fait en 1986, 1987, 1988. L'année 1989 n'est pas encore terminée, mais cela s'annonce un peu plus difficile avec la hausse des taux d'intérêt. Cela veut dire que s'il y a eu tellement d'investissements au Québec, cela continue en 1989. Dans le domaine-clé de l'équipement pour le développement économique, la croissance du Québec est prévue, en 1989, à 22 % contre 12 % pour la moyenne canadienne. Cela veut dire que dans tous les investissements pour moderniser les entreprises, on augmente deux fois plus vite que les Canadiens. Cela veut dire qu'il y a un phénomène de modernisation qui cause certaines périodes d'adaptation ou certaines transitions difficiles. Je parcours le Québec depuis plusieurs mois et, partout, on me dit: M. Bourassa, on a une pénurie d'emplois. On n'a pas assez de machinistes, on manque de spécialistes dans le secteur du meuble et dans d'autres secteurs. En modernisant l'économie, on change la demande du travail.

Par ailleurs, si les secteurs les plus tournés vers l'avenir sont les plus dynamiques du Québec, comme la haute technologie, les secteurs traditionnels perdent du terrain. C'est ce qui explique un niveau élevé de chômage. C'est cette période de transition, d'évolution, je dirais même de métamorphose de la structure économique du Québec qui fait qu'il y a des endroits où il y a plus de chômeurs. Le gouvernement, comme il va l'expliquer durant la campagne, doit mettre l'accent sur la formation de la main-d'œuvre. Cette formation va permettre d'adapter les besoins et l'offre. C'est précisément l'objectif du gouvernement pour faire baisser le taux de chômage.

Cela dit, je disais, hier, à l'assemblée de Charlesbourg, devant 3 000 personnes réunies avant même qu'une élection soit déclenchée...

Des voix : Ha, ha, ha !

M. Bourassa: ...que cela reflète un certain degré de satisfaction de la population quand, avant même que l'élection soit déclenchée, en plein été, pour répondre à M. Rhéaume tantôt, 3 000 personnes se déplacent pour entendre des discours durant des heures. Je leur disais que c'était une priorité très importante mais que, dans la région de Québec notamment, le taux de chômage était inférieur à 6% par rapport à un taux très élevé que je ne veux pas mentionner pour ne pas être désobligeant vis-à-vis mes adversaires politiques.

M. Luc Lionel ... s'il vous plaît Radio-Canada.

Une voix : M. Bourassa, on parle d'économie, est-ce que vous avez mis de côté le nouveau projet d'aménagement hydroélectrique? Par exemple, est-ce que ce sont des choses que vous gardez en cas de baisse radicale de l'économie, en cas de besoin de travail dans le secteur de la construction ou est-ce que les préoccupations écologiques de plus en plus fortes du côté américain seraient un peu responsables de cette mise sur la glace pour l'instant – si l'on veut – de nouveaux projets?

M. Bourassa : Si les préoccupations écologiques sont réalistes du côté américain, cela devrait encourager l'hydroélectricité. Encore là, je me permets de citer des experts qui n'ont aucune espèce de préparation ou d'orientation partisane. Vous avez eu le Club des anciens premiers ministres qui s'est réuni à Washington pour sa septième réunion annuelle il y a

quelques mois. Ces gens ont examiné les moyens pour protéger l'environnement nord-américain. Ils ont dit: Ce ne sont pas les centrales nucléaires... D'ailleurs, à tous les deux ou trois mois, il y a des référendums qui ferment des centrales nucléaires. À Sacramento, il y a quelques mois, on a voté pour fermer une centrale nucléaire. Ce n'est pas un moyen pour faire face à la demande croissante d'énergie dans nos économies dynamiques.

Ce ne sont pas les centrales au charbon, surtout avec la dernière loi présentée par le président Bush au Congrès américain, à cause de l'impact sur les pluies acides. Ce ne sont pas les centrales au pétrole dont le prix est instable. Et ces sages – quand on est ancien premier ministre, on est reconnu comme étant un sage – ont alors dit: L'hydroélectricité est la façon idéale de protéger l'environnement.

Nous avons donc d'excellents arguments pour discuter ces ventes d'électricité. Le gouverneur Cuomo, que J'ai visité il y a quelques mois, à la fin d'avril – le 26, pour être plus précis – a exprimé lui-même que grâce à l'hydroélectricité, New York pouvait maintenir son dynamisme économique. Il a signé un contrat définitif de 17 000 000 000 \$ et une entente de principe de 8 000 000 000 \$, soit 25 000 000 000 \$ qui viendront dans l'économie du Québec, non pas des poches des contribuables du Québec, mais des consommateurs américains. Cela demeure encore un atout très important pour l'avenir économique du Québec, sans compter les milliards d'investissements pour les alumineries.

M. Descôteaux : Rapidement, une dernière question en français à M. Girard.

M. Girard: M. Bourassa, la période de questions en français achève. Est-ce que vous croyez qu'on a oublié quelque chose? Ma question...

Des voix : Ha, ha, ha !

M. Bourassa: Je veux dire que J'aurai...

M. Girard: Ma question est...

M. Bourassa : J'apprécie votre saine curiosité mais j'aurai l'occasion de vous voir assez régulièrement au cours des prochaines semaines. Vous savez que je n'hésite jamais à vous rencontrer. On ne peut pas me reprocher de fuir la presse.

M. Girard: M. Bourassa, ma question était la suivante: Est-ce que vous avez eu des nouvelles de votre ministre des Affaires internationales, M. Gobeil? Est ce qu'il se reportera candidat ou pas?

M. Bourassa: Je dois rencontrer M. Gobeil dans les prochains jours ou les prochaines heures. Je souhaite qu'il reste, mais je comprendrais les raisons familiales ou professionnelles, s'il décidait de quitter la politique puisqu'il s'était engagé à ne faire qu'un mandat. Cela étant dit, au cours des prochains jours, j'aurai l'occasion d'annoncer la venue dans le Parti libéral de candidats exceptionnels qui permettront de renouveler une partie du personnel politique. On ne peut pas renouveler l'équipe libérale s'il n'y a pas certains départs. Il y a eu quelques départs sur le plan des principes, à cause de la loi 178. Le Parti québécois en avait connu une dizaine à cause de l'affirmation qui remplaçait l'indépendance. Mais il y a eu quatre ou

cinq départs – ce qui est normal – permettant de donner une chance à la relève et d'attirer des candidats de grande valeur pour servir l'intérêt public. Merci, mesdames et messieurs.

M. Descôteaux : Est-ce qu'on peut passer à la partie anglaise?

M. Bourassa: Ladies and gentlemen, I want to inform you of my decision to call a general election on September 25th. As you know, it is a tradition in Quebec to have an election every four years. The time has come to submit to the Quebecers an assessment of our mandate. It is not my intention to review in detail all the achievements of my government. As indicated in the assessment you have just received, the government has not been idle in the last four years. Exceptional works in the economic and financial sector were achieved and so we could strengthen our social and cultural policies. At the dawn of year 2000, Quebec seems to be better equipped than ever to face the challenges in the field of environmental questions, demography, education and economy.

I cannot conclude without expressing all my gratitude to my team, to my collaborators, to my colleagues and to the State employees without any doubt, the Liberal Party, is the best guarantee for the future of Quebec, especially with the exceptional team we are presenting to the people. We intend to go on working for the good of Quebec in action, not in words. I hope that we will be able to do it with the support of the great majority of the Quebec's population.

M. Descôteaux : Une question. M. MacPherson de The Gazette.

M. MacPherson. Yes, Mr. Bourassa. Last week, your government went before the Supreme Court of Canada to state out his claim to responsibility over the question of abortion in Quebec. My question is a very simple one: What do you intend to do with this responsibility? Under what conditions should a woman be able to get an abortion in the province of Quebec under your government?

M. Bourassa: The Minister of Justice was quite clear on that question as he said that since there is a commitment by the Federal Government to table a law this fall, we will have to wait the adoption of the law by the Federal Government and then, if necessary, we will assume our responsibilities. So, that is the stand of Quebec. It is normal. The Supreme Court judgement of yesterday was quite clear about the relative jurisdiction of the two levels of government. You have that commitment on the part of the Federal Government. Therefore, logically, we have to wait what will be the content of the law.

M. MacPherson: Asking you as a political leader independent of any questions of jurisdiction or political jurisdiction or constitutional jurisdiction here, under what conditions, if any, should a Quebec woman be able to get a legal abortion?

M. Bourassa: I believe that on practical grounds, it is normal that I should wait to see the content of the law. That is federal jurisdiction. I am respecting the federal jurisdiction. To that extent, it will be premature for me to comment on the law or on the policies that we could adopt if we do not know what is the federal policy.

M. MacPherson: In other words, you are asking Quebecers, and in particular Quebec's

women to re-elect your government for another four-year term without knowing what your government might or might not do about the question of abortion during those four years?

M. Bourassa: They have elected us in 1985, with a policy we are practicing. Now, we are going on with the policy as in the last four-years. But, logically, we feel that, this being a question of federal jurisdiction, we should know first what is the content of the Federal law. This is understandable. I cannot act differently. I could have an opinion on a personal basis, but I am the leader of the government and, as such, I have to respect the Federal jurisdiction on the Criminal Code.

Une voix: But your government contests that jurisdiction. It has gone before the Court to contest that jurisdiction.

M. Bourassa: When it is done, you will see what will be the arguments of the Minister of Justice.

M. Descôteaux: Ralph Noseworthy.

M. Noseworthy. Sir, after 43 or 44 months into your mandate, why call the election now and not wait a little longer?

M. Bourassa: I believe that this is about four years. I was elected at the beginning of December. We are holding the election at the end of September. So, my dear Mr. Noseworthy, it is not 43 months, but 46.

M. Noseworthy. But why now? What makes it so unique that you think that this is the appropriate time?

M. Bourassa: Because there is a long delay, 47 days, and, if I start the election after Labour Day, that means that we will have municipal elections at the same time as the provincial elections. So, it is normal not to mix these municipal elections with the provincial election. Mr. Côté said quite clearly two days ago that September 25th is a perfect date for general elections in Québec. No, it was mentioned quite clearly, you know.

Une voix. Why not? Ha, ha, ha

M. Bourassa: I do not want to contradict Mr. Côté. He is a very respected high civil servant in this province, but...

Une voix: Was it during this campaign...

M. Bourassa: There is this question of municipal elections. There is also the fact that this will enable us, after the election, to complete the negotiations with the Civil Service with the same calendar as the last negotiations. We completed them during the last negotiations in mid December 1986. So, I hope that we will be able to respect that calendar, maybe even better. There is also the fact that there is a Federal-Provincial conference on the economy at the beginning of November, a very important conference, maybe one in Meech Lake also in October. There are sufficient reasons to call the election at the end of September. That would

mean a full month or full-fledge or total activity, exactly the Lime which we had in the seventies. So you have four ressorts to Justify that date.

M. Noseworthy. During the next 47 days or so, you will be dressing job creation, the environment issues. What about Meech Lake?

M. Bourassa: I will answer to the questions about Meech Lake as I did few moments ago, but as I said, the report from public hearings in the case of New Brunswick and Manitoba is still not tabled. So normally I do not have to say what I will do when I do not even know what will be the attitude of these both governments following the acceptance or the tabling of the report. I hope for Canada and for Quebec that Meech Lake will be ratified. I hope for the English-speaking community that Meech Lake will be ratified, because you have for the first time in the history of the English-speaking community official recognition constitutional recognition. If you read Meech Lake properly, you will see that it is mentioned that the English-speaking community in Quebec is a fundamental characteristic of Canada. So this is clear, it is written, it is not a law, it is in the Constitution. I hope that my strongest supporters to ratify Meech Lake will be the English-speaking community of Québec.

Of course, we do not taik about promoting, we taik about preserving, but we have to reach a consensus. I do not have to tell you then that many provinces will not have accepted promoting and preserving the rights of the minorities. So we have ta reach a consensus, but still, in the case of the community, it is officially recognized. That is a great step forward. It is not perfect. Nothing is perfect in politic on a short terri basis.

M. Descôteaux: Mme Bishop, CBC.

Mme Bishop: Mr. Premier, this morning we were talking ta the Environment Minister about the PCBs on route to Liverpool. I have just been informed now that it is confirmed that the PCBs will flot be accepted in Liverpool. What is your government going to do with the PCBs on route there and what is the government going ta do with the ...(?) problem?

M. Bourassa: The PCBs from Saint-Basile?

Mme Bishop: They will not be accepted now.

M. Bourassa: I was informed that the company had the guarantee that they could deliver the PCBs on a British port.

Mme Bishop: The news are just confirmed that they wili not be accepted. It seems ta me as there was always a strong possibility that they would not be and everybody is just passing ...

M. Bourassa: We are facing a short-term problem. A year ago, as I said in French a few moments ago, we were facing kind of crisis which appear at that Lime to be dramatic. The Government did everything it could to limit the damages. We spent ail the money necessary to protect the public health. That was dons, if you want to look for the victims.

Mme Bishop: What are you going to do now?

M. Bourassa: The main thing was to protect the public health of the people, to reimburse the farmers for the damages that could have happened. Now, we have a specific problem for those PCBs and we are trying to find a short-term solution. This is not a problem peculiar to Québec. All countries of the world are facing that. That is why we want a universal approach to face that. That is why I discussed that in Dakar, with the French-speaking community, in Montebello, with Governors of New-England, with Premiers of Eastern Canada, because that is a universal problem. We need a common approach, but now we have to find a short-term solution until we could establish a long-term solution. This is obviously a top priority.

Une voix: You do not think those PCBs are back now?

M. Bourassa: No. I am telling you that the information we had... Tomorrow, after tomorrow, I will meet you, you could ask me other questions about that. But I was told, just before entering here, that the company got a guarantee that they could deliver those PCBs in a British port; Liverpool is not the only one.

Une voix: Mr. Premier, before the last election, you promised to allow bilingual signs in Québec. There, I ask: Will you make the same promise this time?

M. Bourassa: Yes. I answered that question a few times. It is quite relevant to ask that question now. I said at the last election, during the election campaign, that parts of the policy of the Government are ratified, agreed with the resolution which was passed in 1985, by the Liberal Congress, and which was standard policy with my Government in the 1970's, with the party headed by Mr. Gerard D. Levesque, with the party headed by Claude Ryan. There was unanimity of all the leaders for bilingual signs.

During the election, the case was before the Court of Appeal. So, I said: Let's wait the judgment of the Court of Appeal. Nobody questioned that. Now, they are all saying: Why did you not act in December 1986? But, I had a commitment to wait for the judgment of the Court of Appeal. If I had immediately, in December 1986, people would have said: Aie ! He is not respecting his word; he is not respecting his commitment. We can't trust him. So, I respect my commitment to wait for the judgment of the Court of Appeal. More than that: I met the Editor of The Gazette, in November, I could give you the date and the page. They ask me: Will you apply that commitment, Mr. Bourassa? I said: That is part of our program but I will have to take into account social harmony. This is explicitly mentioned in The Gazette, the great English-speaking newspaper. It was mentioned there. I said: I will have to take into account social harmony. Obviously, not too many Quebecers, even those who are for bilingual signs, have questioned that to go with bilingual signs at the time of the judgment of the Supreme Court would have contributed to social harmony.

Une voix: What commitment will you give to the English-speaking community in Québec that might restore its confidence in your party during this election campaign?

M. Bourassa: I hope to have outstanding candidates. After that press conference, I will discuss with some of them. I am confident that I will get strong candidates. I suppose I have a minimum of credibility because I was the first leader of government to give such a strong representation to the English-speaking community, four major portfolios for the first time in Québec history.

M. Noseworthy...

M. Bourassa. You are too pessimistic, Mr. Noseworthy. Just wait until next week.

Une voix : Optimistic then.

M. Descôteaux: Il y a d'autres questions...

M. Bourassa: I am sorry, Mr. Noseworthy. That will be an argument, the fact that we will have a strong English-speaking representation. We will have a good team and, I also hope that, with time passing, with less emotion in the debate, they will be more understanding of our position. You know, we have figures showing that even in Québec, in the case of the medias, there is kind of an assimilation of the French-speaking population. I am talking about channel 12 which is a very good channel. There are a lot of French-speaking people watching channel 12. Therefore, there is a kind of assimilation. A lot of French-speaking people are reading The Gazette. You do not have that with the French-speaking minorities outside Québec. There is a rate of assimilation of 50 % in some Western provinces. Here, in the case of some medias, there is 11 radio stations, all of them very good, with a lot of French-speaking people listening to them. That is a different situation. I have to take into account that in Québec, because we are part of North America, because of the economic power of the English-speaking community, because of the power of attraction of English language as an international language with Germans, with Asians, we need specific protection.

It is what I am saying to my fellow citizens of the English-speaking community: I hope you will understand even if it is very difficult to accept the prohibition of your law. This, I understand. It is with a great reluctance that we passed that BRI. It is very difficult on grounds of principles to accept that your law is prohibited, even if it is only externally. But, on the other side of the medal, look at all the practical facts and you will understand the position where the leader of the Government of Québec is, when he has to take decision on language question.

Une voix: ... vote for you.

M. Bourassa: He should, and I hope. As I said, I think we are the best guarantee for the English-speaking community. They have to look to the NDP program, to the Parti Québécois program. They want to cut radio station, TV station, freedom of choice in cégeps. So, I do not think they could vote for a party which once to reduce their strength or their situation in Québec. Maybe they are not too happy with some of our actions but on the whole, I think we are still the best guarantee for them.

M. Descôteaux : Réal Séguin.

M. Séguin: This is your fifth election campaign. How does that compare with all the others you fought so far, all the Charest campaigns that you have been involved in?

M. Bourassa: Of course, I am hopeful. I won three out of four. That is my fourth leader of deposition I have to face. Mr. Bertrand was the one. Mr. Lévesque, Mr. Johnson and now Mr. Parizeau. I am confident to win the election. The Liberal Party represents political stability, putting the priority on strong management, and this is even recognized by our opponents. I

just read in the newspapers, two days ago, by a candidate of the Parti Québécois, that Québec was never more better governed than with the Liberal Government. He said there is not too much actions but the kind of actions they had when they were at power: withdrawal of the right of veto and the cut of 20% ... That is not the kind of action we would like.

So, there is a feeling now in the Québec population that we are an efficient Government. We are not perfect; there are difficult dossiers that we have to face, but just look at the polls. One poll may be erroneous, but just look at the polls in the last four years. They were constant. Always we have a strong majority. I do not think that there is a precedent of such a support. During four years you always had a strong majority of Quebecers supporting the government. And in the last SORECOM poll at the end of June, 55 % or 57 % said they were satisfied with the government. So I cannot be discouraged for that. But I would say to you that I will work as much as I can to keep the confidence of the people and I will work even harder to come with solutions. It is not enough to say that we have a good « bilan », a good assessment. The past is not enough to justify re-election. It is giving credibility but you have to come with solutions to the most accurate problems facing the Québec society.

M. Descôteaux: Benoît Aubin.

M. Aubin: Mr. Bourassa, you have been perceived in Québec and the rest of the country in the last four years becoming increasingly nationalist in your drive to protect the French language and culture, even at the expense of other groups or even at the expense, perhaps, of your constitutional policies. You have borrowed some philosophy and some (?) and some campaign gimmicks, with the little flags, from the Parti Québécois. So is this an accurate perception that you have moved to becoming increasingly nationalist. And how should we describe your stand right now on these issues?

M. Bourassa: As one of your colleagues very competent of the Globe and Mail, Jeffrey Simpson, said a few weeks ago, it is normal for the leader of Québec to concentrate on Québec. Because, in my case, I am the only leader responsible to a French-speaking majority. Therefore, I have special responsibilities to protect the French culture. So that kind of perception by the rest of Canada should be understood. If the leader of Québec is not giving special attention, especially in the context we have now with our demography and living in an open society – we are no more in the fifties – who will do it? So, this is understandable. The nationalist policy of the premier of Québec is part of the historic tradition.

M. Aubin: It does not seem to be one central critical issue around which this campaign will revolve and articulate itself. Is this accurate? It seems to be like you are asking for another mandate to keep achieving your agenda but is there one central issue around which this campaign should ...?

M. Bourassa: If I understand your question, you said that the Opposition has nothing really to criticize. You said that there is no central issue where they could criticize.

M. Aubin: No.

M. Bourassa: No. That was not the question.

Des voix: Ha, ha, ha

M. Aubin: What is the central...

M. Bourassa: I mean, in my view, the sense will be the same than in 1985 and in 1976 when I was leader, in 1973, and in 1970. The strengthening of the Quebec economy is the first solution to face ail the other challenges. If we have a strong and dynamic economy, we could face the challenges of social progress, of cultural security, of protection of the environment, of attracting immigrants and having them living in Quebec. So, the central issue will be a stronger economy is the best road for Quebec to peace, prosperity and justice. Thank you.